

(CAM). Même en temps de paix, il y a en moyenne une conférence "extraordinaire" de ce type tous les deux jours (153 en 1984) en raison d'une part des tests de mise à feu auxquels se livrent fréquemment l'Union soviétique et la Chine sur leurs missiles et, d'autre part, de la diversité des phénomènes naturels susceptibles de déclencher une alerte (une pluie de météorites, par exemple).

Si les officiers de garde parviennent à la conclusion qu'il ne s'agit pas uniquement d'un incident sans gravité (un essai par exemple), mais plutôt d'une menace réelle, ils vont alors chercher à se renseigner davantage auprès d'autres capteurs. Si les radars confirment l'alerte, on peut croire à l'authenticité des premières informations. On convoque dans ce cas une conférence dite "d'évaluation de la menace", à laquelle participent des officiers plus élevés en grade, notamment le président du Comité conjoint des chefs d'état-major (JCS). C'est à ce moment que les bombardiers stratégiques décollent, par mesure de précaution. Si les officiers supérieurs jugent la menace réelle, ils avertissent le président des États-Unis. Dans leur rapport, ils qualifient leur évaluation d'"assez juste" ou de "très juste", selon la certitude acquise. Ce rapport débouche sur la convocation d'une troisième type de réunion, soit la conférence "de lancement des missiles", à laquelle assistent les officiers militaires supérieurs et le président des États-Unis. (Il n'y en a encore jamais eu, si ce n'est dans le cadre des "jeux de guerre".) Si à ce moment-là, le président décide de lancer une attaque de représailles, il ordonne de transmettre le code électronique de déverrouillage aux officiers préposés au lancement, qui attendent dans les stations souterraines.

Dans le cas des ICBM, tout ce processus doit se faire au maximum en vingt minutes à partir du moment de la première alerte, si l'on veut éviter que les missiles soient détruits dans leur silo. Se pose alors la question de savoir dans quelle mesure il est possible, ou concevable, de prendre en si peu de temps une décision "rationnelle".

Il est parfois arrivé au cours d'une crise internationale que les Américains mettent leurs forces nucléaires en état d'alerte uniquement pour "envoyer" un message politique à la partie adverse. L'objectif dans ce cas est d'afficher une certaine détermination. Ainsi en 1973, à la fin de la guerre du Kippour, au Moyen-Orient, les États-Unis se sont inquiétés des interventions soviétiques dans la région, et une crise a surgi. Les forces stratégiques américaines ont été mises en état d'alerte. L'incident a été réglé au moment où l'Union soviétique a accepté de n'envoyer sur place que des représentants civils pour surveiller l'application du cessez-le-feu entre l'Égypte et Israël.

L'habitude qu'ont prise les pays d'utiliser les alertes nucléaires pour véhiculer un message politique préoccupe certains chercheurs. Qu'arriverait-il en effet s'il se produisait une fausse alerte au point culminant d'une crise internationale prolongée, alors que les forces nucléaires seraient déjà en état d'alerte ?

LANCEMENT SUR ALERTE/LANCEMENT APRÈS ATTAQUE

Certains porte-parole du gouvernement américain prétendent que la peur de voir éclater une guerre nucléaire accidentelle est dans une large mesure sans fondement, étant donné que les États-Unis ont pour principe de ne jamais mettre leurs missiles à feu tant que l'attaque n'a pas été confirmée. C'est la politique dite du "lancement après attaque".

Certains auteurs font une nette distinction entre le lancement *sur alerte* et le lancement *après attaque*. Quand elle fréquentait la *Naval Postgraduate School*, aux États-Unis, Barbara Marsh a rédigé une thèse intitulée *The Probability of Accidental Nuclear War*, dans laquelle elle a donné de ces deux politiques une définition fondée sur des éléments retrouvés dans divers documents et sur certaines pratiques de cet organisme :

Les États-Unis suivent à l'heure actuelle une politique de *lancement après attaque*, qui prévoit le lancement d'une partie des missiles balistiques intercontinentaux menacés, dès que le système de préalerte a confirmé l'existence d'une menace, laquelle doit avoir été jugée *très réelle*.⁴ (Souligné dans le texte original.) (Traduction libre)

En pareil cas, les avertissements émaneraient de deux catégories différentes de capteurs; les officiers supérieurs ayant participé à la "conférence d'évaluation de la menace" auraient jugé la menace très réelle, et il appartiendrait au président de donner l'ordre de tir.

Par ailleurs, Madame Marsh prétend ce qui suit :

Dans le cas d'un *lancement sur alerte*, il suffirait que l'on détecte un lancement de missiles par l'ennemi et que la menace soit confirmée sur place (même avec *peu* de certitude) pour que l'on décide de mettre à feu une partie des ICBM menacés, et ce avant même que les missiles ennemis aient atteint l'une de leurs cibles.⁵ (Souligné dans l'original.) (Traduction libre)

On se contenterait dans ce cas d'un avertissement donné par une seule catégorie de capteurs; les officiers militaires supérieurs se seraient réunis et auraient évalué la gravité de la menace. Ils auraient indiqué dans leur rapport au président que leur évaluation était "assez juste", et il aurait appartenu à ce dernier de décider de procéder au lancement ou non. L'avantage de la politique du lancement sur alerte, aux dires de Madame Marsh, tient au fait qu'elle donne aux autorités plus de temps pour évaluer soigneusement la menace en question, se concerter et délibérer. L'inconvénient, en revanche, est qu'elle augmente considérablement le danger d'une guerre nucléaire accidentelle.

On trouve dans d'autres ouvrages consacrés aux systèmes de commandement et de contrôle des forces nucléaires des références plus précises aux liens qui existent entre ces deux types de politiques. Ainsi, Bruce